

PARLIAMENTARY ASSEMBLY  
OF THE  
COUNCIL OF EUROPE

26 September 1988

Doc. 5947

OPINION

on the report on the activities of OECD in 1987  
— Scientific and technological policy<sup>1</sup>  
presented by the Committee on Science and Technology<sup>2</sup>  
(Rapporteur : Mrs FISCHER)

1. *Introduction*

The Committee on Science and Technology follows with interest the work of the OECD Committees for Scientific and Technological Policy and for Information, Computer and Communications Policy. At the European level, there is no other parliamentary body cut out to cover the fields of interest dealt with by those two committees. The complementarity of the work done by both the Council of Europe and OECD in the fields of science and technology has been stressed in previous opinions and we hope to be able to benefit, as in the past, from the co-operation of the OECD Directorate for Science, Technology and Industry in organising the forthcoming 7th Parliamentary and Scientific Conference (Ottawa, September 1989).

For this year's debate, our committee chooses to focus its opinion on three main themes: biotechnology, environment and telecommunications. Referring to the scope of the Assembly debates on the activities of OECD, we fully support the Committee on Economic Affairs and Development in asking for an improvement with a view to raising parliamentary and public interest and to associating more closely the guest delegations from the six OECD countries not belonging to the Council of Europe with the preparation of the Assembly resolution.

2. *Strategies to strengthen the contribution of science and technology to economic growth*

Our committee was represented by its Chairman, Mr Lenzer, at the 7th meeting of the

1. See Doc. 5923 and Reference No. 1607 of 30 June 1988; and Doc. 5942 (report of the Committee on Economic Affairs and Development).

2. a. Approved by the committee on 22 September 1988.

b. See 12th Sitting, 5 October 1988; and Resolution 907.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE  
DU  
CONSEIL DE L'EUROPE

26 septembre 1988

Doc. 5947

AVIS

sur le rapport sur les activités de l'OCDE en 1987  
— Politique scientifique et technologique<sup>1</sup>  
présenté par la commission de la science et de la technologie<sup>2</sup>  
(Rapporteur : M<sup>me</sup> FISCHER)

1. *Introduction*

La commission de la science et de la technologie suit avec intérêt les travaux des comités de l'OCDE de la politique scientifique et technologique et des politiques de l'information, de l'informatique et des communications. Il n'existe à l'échelon européen aucun autre organe parlementaire appelé à consacrer ses activités aux domaines auxquels s'intéressent ces deux comités. Le caractère complémentaire de la tâche accomplie à la fois par le Conseil de l'Europe et l'OCDE, dans les domaines de la science et de la technologie, a été souligné dans des avis précédents et nous espérons pouvoir bénéficier, comme dans le passé, de la coopération de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE pour l'organisation de la 7<sup>e</sup> Conférence parlementaire et scientifique (Ottawa, septembre 1989).

Pour le débat de cette année, notre commission a choisi de centrer son avis sur trois grands thèmes: la biotechnologie, l'environnement et les télécommunications. Compte tenu de la dimension des débats de l'Assemblée sur les activités de l'OCDE, nous appuyons sans réserve la commission des questions économiques et du développement, lorsque celle-ci demande une amélioration dans le but de susciter l'intérêt des parlementaires et du public et d'associer plus étroitement les délégations hôtes des six pays de l'OCDE ne faisant pas partie du Conseil de l'Europe à la préparation de la résolution de l'Assemblée.

2. *Stratégies pour le renforcement de la contribution de la science et de la technologie à la croissance économique*

Notre commission était représentée par son président, M. Lenzer, à la 7<sup>e</sup> réunion du

1. Voir Doc. 5923 et Renvoi n° 1607 du 30 juin 1988; et Doc. 5942 (rapport de la commission des questions économiques et du développement).

2. a. Approuvé par la commission le 22 septembre 1988.

b. Voir 12<sup>e</sup> séance, 5 octobre 1988; et Résolution 907.

OECD Committee for Scientific and Technological Policy at ministerial level which took place last October under the chairmanship of the Australian Minister for Science. On the basis of a United States proposal, the ministers agreed that the OECD should study the possibility of establishing a general framework of principles for international co-operation in science and technology, a relevant subject for our committee's work on the international competitiveness of Europe. The main themes of the ministers' discussions were the national and international strategies needed to strengthen the contribution of science and technology to economic growth and social development, and the opportunities and constraints which the growing internationalisation of science and technology have created and which must be taken into account for the successful realisation of that goal, another subject that was dealt with in depth by our Vice-Chairman and Rapporteur, Mr Bassinet, in his reports on European scientific and technological co-operation: towards a new institutional framework, adopted by the Assembly one year ago (see Recommendation 1063), and on Developments in European scientific and technological co-operation: the Eureka Initiative, adopted by the Standing Committee last June (see Resolution 901).

### 3. *Biotechnology*

OECD completed its activities on government policies and priorities in biotechnology R & D and on long-term economic impacts of biotechnology. Work continued on safety and regulations. The Committee on Science and Technology asked for the framing of an international convention, open to non-member states, on biomedicine and human biotechnology in the draft recommendation on scientific research relating to the human embryo and foetus (Rapporteur: Mr Palacios), adopted last May. As stated in our last year's opinion (see Doc. 5792), this aim could be achieved through co-operation between the Council of Europe and OECD.

### 4. *Environment*

Although this was not a subject directly related to the work of either our committee or the OECD's Directorate for Science, Technology and Industry, recent developments have shown the close links between industrial operations, technological choices and environmental consequences. The Committee on Science and Technology has been aware of the necessity of improving the assessment (at parliamentary level) of scientific and technological choices, as called for in Assembly Recommendation 1055 (1987). The recent (July 1988) reference to our committee of subjects such

Comité de l'OCDE de la politique scientifique et technologique au niveau ministériel, qui a eu lieu en octobre sous la présidence du ministre australien de la Science. Sur la base d'une proposition des Etats-Unis, les ministres ont décidé que l'OCDE étudierait la possibilité de définir un cadre général de principes pour la coopération internationale dans le domaine de la science et de la technologie, sujet en rapport avec les travaux que notre commission consacre à la compétitivité internationale de l'Europe. Les discussions des ministres ont essentiellement porté sur les stratégies nationales et internationales requises pour renforcer la contribution de la science et de la technologie à la croissance économique ainsi qu'au développement social et sur les possibilités et les contraintes issues de l'internationalisation croissante de la science et de la technologie, qui doivent être prises en compte pour la réalisation de cet objectif, un autre sujet qui a été examiné à fond par notre vice-président et rapporteur, M. Bassinet, dans ses rapports sur la coopération scientifique et technologique en Europe: vers un nouveau schéma institutionnel, adopté par l'Assemblée il y a un an (voir Recommandation 1063), et sur l'évolution de la coopération scientifique et technologique en Europe: l'Initiative Eurêka, adopté par la Commission Permanente en juin (voir Résolution 901).

### 3. *Biotechnologie*

L'OCDE a mené à terme ses activités consacrées aux politiques et priorités gouvernementales dans le domaine de la R & D en biotechnologie et à l'impact économique à long terme de la biotechnologie. Les travaux sur la sécurité et sur les réglementations ont continué. Dans le projet de recommandation sur la recherche scientifique relative à l'embryon et au fœtus humain (rapporteur: M. Palacios), adopté en mai, la commission de la science et de la technologie demande l'élaboration d'une convention internationale sur la biomédecine et sur la biotechnologie humaine à laquelle pourraient accéder des Etats non membres. Comme mentionné dans notre avis de l'an dernier (voir Doc. 5792), ce but pourrait être atteint grâce à une coopération entre le Conseil de l'Europe et l'OCDE.

### 4. *Environnement*

Bien que cette question ne soit pas en rapport direct avec les activités de notre commission ni de la Direction de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE, l'évolution récente a fait ressortir les liens étroits qui existent entre les activités industrielles, les choix technologiques et les conséquences sur l'environnement. La commission de la science et de la technologie a reconnu la nécessité d'améliorer l'évaluation (au niveau parlementaire) des choix scientifiques et technologiques, comme le demande la Recommandation 1055 de l'Assemblée (1987). Le renvoi récent

as the protection of the ozone layer or the consequences of changes in climate — the so-called “greenhouse effect” — shows that the Assembly is aware of the impossibility of solving environmental problems without re-thinking (re-assessing) our technological policies as a whole. We hope to be able to draw on the work of OECD to prepare these reports.

Another aspect of this issue concerns North-South scientific and technological relations. For over one year now, the Council of Europe has been stressing the interdependence and the need for solidarity between developed and developing countries through its very successful North-South campaign. Meanwhile, OECD has noted the increasing attention that its member countries are giving to international co-operation with less developed countries and has identified the importance of international inter-firm agreements in the area of technology. However, the press has been reporting “agreement” on the dumping of undesirable industrial waste from rich countries into poorer ones, regardless of the — sometimes huge — environmental consequences. What kind of “solidarity” is this?

Environmental issues are also linked to North-South technology transfer in the fields of new materials and biological resources, as pointed out in our contribution (Rapporteur: Mr Aarts) to the Assembly debate last January (see Doc. 5837).

It is clear from the above that action is needed; and although both the Council of Europe and OECD are aware of the problems mentioned, a closer co-operation between the two institutions might be desirable.

##### 5. *Telecommunications*

The Committee on Science and Technology supports most of the analysis of the high-level meetings of the Committee for Information, Computer and Communication Policy (November 1987) of the role of information and communication technologies for economic development, including the variety of possible government policies to facilitate their diffusion. This is again a field where changes are occurring faster and faster and where it is urgent for Europe to intensify concertation with a view to the setting of common standards for the next generation of equipment — as our committee suggested in its last year's opinion. Western Europe is often considered to be the third pole of a “triad”, together with North America and the Pacific. But, as far as telecommunications are concerned, the fact is that

(juillet 1988) à notre commission de questions, telles que la protection de la couche d'ozone ou les conséquences de modifications du climat — ce que l'on appelle «l'effet serre» — indique que l'Assemblée est consciente de l'impossibilité de résoudre les problèmes de l'environnement sans repenser (réévaluer) les politiques technologiques dans leur ensemble. Nous espérons pouvoir nous inspirer des travaux de l'OCDE pour élaborer ces rapports.

Un autre aspect de cette question a trait aux relations scientifiques et technologiques Nord-Sud. Pendant plus d'un an, le Conseil de l'Europe, dans le cadre de sa campagne Nord-Sud extrêmement efficace, a mis l'accent sur l'interdépendance et le besoin de solidarité entre pays développés et en développement. Dans l'intervalle, l'OCDE a relevé l'intérêt croissant que ses pays membres portent à la coopération internationale avec des pays moins développés et a pris conscience de l'importance que revêtent des accords internationaux interentreprise dans le domaine de la technologie. La presse a cependant fait état d'«accords» sur le transfert de déchets industriels indésirables des pays riches dans des pays pauvres, ne se souciant pas des conséquences — parfois extrêmement graves — sur l'environnement. Peut-on encore parler de «solidarité» dans ce cas?

Comme on l'a fait remarquer dans notre contribution (rapporteur: M. Aarts) au débat de l'Assemblée du mois de janvier (voir Doc. 5837), les questions d'environnement interviennent aussi dans le transfert de technologies Nord-Sud dans le domaine des matériaux nouveaux et des ressources biologiques.

Il ressort clairement de ce qui précède qu'une action s'impose; et, bien que le Conseil de l'Europe et l'OCDE soient tous les deux conscients des problèmes mentionnés, une coopération plus étroite entre les deux institutions pourrait être souhaitable.

##### 5. *Télécommunications*

La commission de la science et de la technologie approuve l'essentiel de l'analyse du rôle des techniques d'information et de communication dans le développement économique, et notamment des diverses politiques gouvernementales possibles pour favoriser leur diffusion, effectuée lors des réunions à haut niveau du Comité des politiques de l'information, de l'informatique et des communications (décembre 1987). Dans ce domaine également, le rythme des changements s'accélère et, comme notre commission l'a souligné dans son avis de l'an dernier, il est urgent que l'Europe engage un processus de concertation accrue en vue de la mise au point de normes communes pour la prochaine génération d'équipements. Avec l'Amérique du Nord et le Pacifique, l'Europe occidentale est souvent considérée

there is no true European market. In its "green book" the Commission of the European Communities has recommended a single European market for terminals. But, as pointed out to our committee (December 1987) by the former director-General of telecommunications in France, even if Europe had started to define terminal standards and a coherent industrial policy, it would still take seven or eight years to establish a genuine European telecommunications market.

#### 6. Conclusion

In the light of the foregoing considerations, the Committee on Science and Technology will consider possible amendments to the draft resolution of the Committee on Economic Affairs and Development (Doc. 5942).

comme étant le troisième pôle d'une «triade». Cependant, en ce qui concerne les télécommunications, force est de constater qu'il n'existe pas de vrai marché européen. Dans son «livre vert», la Commission des Communautés européennes a recommandé la mise en place d'un marché européen unique pour les terminaux. Cependant, comme l'ancien Directeur général des télécommunications françaises l'a signalé à notre commission (novembre 1987), même si l'Europe avait commencé à définir des normes pour les terminaux ainsi qu'une politique industrielle cohérente, ce n'est pas avant sept ou huit ans qu'un vrai marché européen des télécommunications pourrait voir le jour.

#### 6. Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, la commission de la science et de la technologie examinera d'éventuels amendements au projet de résolution de la commission des questions économiques et du développement (Doc. 5942).